

**Statut de la demande d'information IR0080 à 11 h le 1<sup>er</sup> novembre 2012**

Organisation	Extension demandée	Réponse donnée		
		Économies budgétaires**	Réductions d'effectifs	Impact aux niveaux de
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	O <sup>1</sup>			
Agriculture et Agroalimentaire Canada	O			
Agence de promotion économique du Canada atlantique	O			
Bureau du Vérificateur général du Canada	S/O <sup>2</sup>			
Commission de révision agricole du Canada	O			
Agence des services frontaliers du Canada	O			
Société canadienne d'hypothèques et de logement	O			
Agence du revenu du Canada	N <sup>3</sup>			
École de la fonction publique du Canada	N			
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	O			
Commission canadienne du lait	O			
Agence canadienne d'inspection des aliments	N			
Patrimoine canadien	O			
Instituts de recherche en santé du Canada	O			
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	O			
Agence canadienne de développement international	O			
Tribunal canadien du commerce extérieur	N			
Agence canadienne de développement économique du Nord	O			
Commission canadienne de sûreté nucléaire	S.O.			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications	O			
Service canadien du renseignement de sécurité	O			
Agence spatiale canadienne	S.O.			
Commission canadienne du tourisme	O			
Société Radio-Canada	O			
Citoyenneté et Immigration Canada	N			
Centre de la sécurité des télécommunications Canada*	N			
Service correctionnel du Canada	O			
Service administratif des tribunaux judiciaires	S.O.			
Développement économique Canada pour les régions du Québec	O			
Élections Canada	S.O.			
Environnement Canada	O			
Conseil des produits agricoles du Canada	O			
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	N			
Finances Canada	N			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	N			
Pêches et Océans Canada	O			
Affaires étrangères	N			
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	O			
Santé Canada	O			
Ressources humaines et Développement des compétences Canada (travail)	O			
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	O			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	N			
Industrie Canada	O			

Organisation	Extension demandée	Réponse donnée		
		Économies budgétaires**	Réductions d'effectifs	Impact aux niveaux de
Centre de recherches pour le développement international	S.O.			
Commerce international	N			
Justice Canada	N			
Bibliothèque et Archives du Canada	O			
Marine Atlantique S.C.C.	O			
Centre national des arts	O			
Commission de la Capitale nationale	S.O.			
Défense nationale	O			
Office national du film du Canada	O			
Commission des libérations conditionnelles du Canada	O			
Conseil national de recherches Canada	N			
Ressources naturelles Canada	O			
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	O			
Commissariat au lobbying du Canada	S.O.			
Commissariat à l'information du Canada	S.O.			
Commissariat à l'intégrité du secteur public	S.O.			
Agence Parcs Canada	O			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	S.O.			
PPP Canada	N			
Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	S.O.			
Bureau du Conseil privé	N			
Agence de la santé publique du Canada	O			
Service des poursuites pénales du Canada	S.O.			
Sécurité publique Canada	O			
Commission de la fonction publique	S.O.			
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	O			
Gendarmerie royale du Canada	O			
Services partagés Canada	O			
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	O			
Statistique Canada	O			
Téléfilm Canada	S.O.			
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée	S.O.			
Commission des champs de bataille nationaux	S.O.			
Transports Canada	O			
Bureau de la sécurité des transports du Canada	S.O.			
Conseil du Trésor du Canada	N			
Anciens Combattants Canada	N			
VIA Rail Canada Inc.	S.O.			
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	O			
<b>TOTAL CONFORME</b>		<b>66</b>	<b>19</b>	<b>20</b>
<b>%</b>		<b>80%</b>	<b>23%</b>	<b>24%</b>
<b>Nombre d'organisations qui n'ont pas communiqué avec le DPB concernant</b>				<b>4</b>

**CONFORME**

**NON-CONFORME**

1. **Oui**, l'organisation avait demandé une extension jusqu'au 19 octobre 2012.

2. **Sans Objet**, le ministère avait déjà répondu conforme à la demande original au printemps 2012.

3. **Non**, l'organisation n'a pas répondu à la demande d'information du DPB.

\* L'organisation n'a pas fourni d'information en raison d'inquiétude du point de vue de la sécurité.

\*\*Ceci comprend les organisations qui sont que partiellement conformes.